


# Alter Égaux<sup>n°27</sup>

SOLIDARITÉ  
SOCIALISTE

*pensons le monde autrement  
vivons-le solidairement*

Belgique-België  
P.P.  
Bruxelles X  
1/2307

Bureau de dépôt Bruxelles X  
N° d'agrégation P201042  
Adresse de l'expéditeur :  
Rue Coenraets, 68 - 1060 Bruxelles



**OMD 7**  
**Assurer un  
environnement  
durable.**



## STOCKHOLM + 35, RIO + 15, 2015

En 1972, les préoccupations environnementales ne touchent que les pays industrialisés. Elles paraissent un luxe de riches et l'on parle alors du sous-développement comme d'un simple retard qui peut être comblé par l'exportation dans le Sud de l'« Industrial Way of Life ».

Deux événements importants sur le thème des relations de l'Homme à son milieu ont pourtant lieu cette année-là. Ils vont contribuer à changer cette perception.

C'est d'une part, la publication du rapport du Club de Rome intitulé *Limits to Growth*. Il dénonce le danger que représente une croissance économique et démographique non maîtrisée du point de vue de l'épuisement des ressources, de la pollution et de la surexploitation des systèmes naturels. D'autre part, se tient à Stockholm la première conférence internationale sur l'environnement. C'est une souris qui accouche d'une montagne : peu de décisions concrètes sont prises alors, mais Stockholm place cependant pour la première fois l'environnement à l'ordre du jour des agendas internationaux, et fait reconnaître officiellement les liens complexes et inextricables entre environnement et développement. Sa déclaration finale reconnaît de fait que la protection de l'environnement et la gestion efficace des ressources naturelles sont des enjeux majeurs qui affectent positivement le bien-être des populations et le développement dans le monde entier.

Vingt ans plus tard, en juin 1992, a lieu le Sommet de la Terre. Les deux décennies qui séparent Stockholm de Rio ont vu la poursuite et l'emballage du modèle critiqué par le Club de Rome et à Stockholm : la croissance comme alpha et omega du développement, le libre-marché, la concurrence, le profit et la jouissance de biens matériels comme matériaux et structures du progrès au Nord comme au Sud. Aussi, les périls écologiques se sont aggravés, ont été médiatisés et apparaissent désormais comme des phénomènes globaux qui dépassent de loin le cadre de nuisances locales et limitées mis en avant jusqu'à Stockholm. Enfin, des notions comme la systémique, la

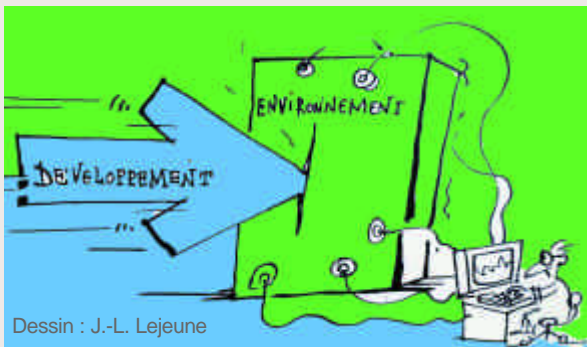
globalisation et l'interdépendance sont exposées dans le Rapport Brundtland et vont trouver leur expression dans le concept de développement durable. Celui-ci établit un cercle vertueux entre l'écologie, l'économie et le social et forme le cœur de la pensée socialiste sur les relations entre environnement et développement qui trouve dans l'écologie sociale sa dernière expression.

Le thema-zoom du présent numéro aborde l'Objectif du Millénaire qui a pour enjeu d'« assurer la durabilité des ressources environnementales ». Il s'agit d'ici 2015 d'intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales, de réduire de moitié le pourcentage de la population privée d'un accès régulier à l'eau potable, et d'améliorer sensiblement la vie d'au moins cent millions d'habitants de taudis.

Il y est reconnu que nombre de problèmes environnementaux sont dus à un modèle de production et de consommation insoutenable pratiqué par la majorité des populations favorisées. Mais ils touchent surtout les pauvres qui sont les premiers à être affectés par la dégradation de l'environnement, parce qu'ils doivent, pour survivre, saccager leur milieu, et parce leur vulnérabilité fait qu'ils sont les victimes désignées lorsqu'une catastrophe écologique a lieu. La lutte contre la pauvreté et les inégalités est donc aussi cruciale dans la protection de l'environnement et dans la possibilité d'un développement harmonieux que la remise en question de la surconsommation. Avers et envers d'un même processus.

Indira Ghandi proclamait à l'époque de la conférence de Stockholm : « La pauvreté est la pire forme de pollution ! ». C'est toujours tellement vrai trente-cinq ans plus tard.

Et ça risque de l'être encore dans trente-cinq ans si l'on se réfère aux résultats obtenus à l'occasion du dernier G8 qui s'est tenu à Heiligendamm. George Bush a réussi à y empêcher la fixation de contraintes précises sur la production de dioxyde de carbone, alors que les Etats-Unis, qui n'ont jamais ratifié le Protocole de Kyoto, sont de loin les premiers responsables des émissions de gaz à effet de serre. Et cela perdurera tant que les destructions sociales et écologiques seront comptabilisées dans les PIB comme profits et apports de richesse parce qu'elles génèrent des activités économiques exprimées en monnaie !



Dessin : J.-L. Lejeune



Alain COHEUR  
Président de Solidarité Socialiste

**SOLIDARITÉ  
SOCIALISTE**

Bimestriel édité par **Solidarité Socialiste-Formation, Coopération & Développement**, association sans but lucratif, rue Coenraets 68 à 1060 Bruxelles, tél.: 02/505.40.70, fax : 02/512.88.16, e-mail : fcd@solsoc.be, site internet : www.solsoc.be  
**Président** : Alain Coheur. **Vice-Présidents** : Jacques Bourgaux, Alain Hutchinson, Véronique Jamoulle et Annick Thyryé.  
**Secrétaire** : Michel De Jaer. **Trésorier** : Willy Taminiaux. **Administrateurs** : Sfia Bouarfa, Dominic Brumagne, Jean-Marc Delizée, Jean-Pierre Derochette, Alice Fautre-Baudine, Etienne Godin, Philippe Mahoux, Thibaut Michot, Philippe Van Muylder et Olga Zrihen. **Directeur et éditeur responsable** : Jacques Bastin, rue Coenraets 68, à 1060 Bruxelles. **Pré-presses** : Patrick Abeels.  
**Flashage et impression** : Bietlot. **Bureau de dépôt** : Bruxelles X. N°27 mai-juin 2007. **CCP 000-000054-54**. En couverture : l'estuaire du fleuve Betsiboka, à Madagascar; le couvert forestier tropical est si intensivement exploité et l'érosion des sols tellement importante que le fleuve emporte et rejette dans l'océan une quantité énorme de sédiments perdus pour les écosystèmes locaux.

# GÉRER LES DÉCHETS À BUKAVU

**La Plate-Forme Diobass, partenaire de Solidarité Socialiste au Kivu, est un réseau d'organisations paysannes, de groupes de recherche paysanne, d'organisations non gouvernementales, d'institutions d'enseignement, de centres de recherche et de personnes ressources. Elle axe sa réflexion et son action sur les relations entre les humains et leur environnement au sens le plus large du terme. Travaillant à la fois en ville et à la campagne, elle veille à ce que les actions entreprises prennent en compte la valorisation des pratiques et savoirs du lieu et s'intègrent dans l'économie locale.**

De nos jours, la gestion des déchets constitue un casse-tête dans l'assainissement des agglomérations, en particulier en milieu urbain. A Bukavu, le problème se pose avec acuité et les conséquences fâcheuses se répercutent sur la vie quotidienne des populations. En effet, des études y ont établi une corrélation élevée entre l'insuffisance de l'assainissement et la résurgence de certaines maladies dites des mains sales dont le choléra, la dysenterie bacillaire, la fièvre typhoïde, ou les vers intestinaux en raison de la prolifération de certains vecteurs des maladies suite à une mauvaise gestion des déchets.

L'impact du faible assainissement de Bukavu se remarque également par la dégradation de l'environnement. On observe un bouchage fréquent des canalisations et des égoûts, ce qui provoque des éboulements et des inondations catastrophiques, causant des pertes matérielles et en vies humaines.

Bukavu produit des déchets de nature et d'origine différentes, industriels, agricoles ou ménagers, dont la gestion est loin d'être un modèle : stockage des déchets du ménage dans une poubelle (seau, panier, sac, fût) pour évacuation ultérieure vers un dépotoir du quartier ; stockage dans un coin de la parcelle ou un trou suivi de l'incinération après remplissage ou épandage au champ ; stockage dans un récipient la journée et versement dans un cours d'eau pendant la nuit ; épandage direct des déchets dans un jardin ou une bananeraie ; décharge dans un caniveau, sur la chaussée ou dans la brousse qui entoure la ville.

D'après une enquête réalisée par la Plate-forme Diobass sur quatre des six principaux marchés de la ville de Bukavu, 95% des déchets produits sont biodégradables. Hormis certaines initiatives louables, tous ces

déchets sont perdus parce que jetés sans transformation aucune. Dans le pire des cas, ils sont déversés dans ou autour des canaux d'évacuation des eaux, avec toutes les conséquences.

La ville produit plus de quarante tonnes de déchets par jour. La solution durable au problème des déchets à Bukavu, de l'avis de la population, consiste en leur valorisation notamment dans l'agriculture. De fait, bien gérées, les ordures peuvent constituer une ressource plutôt qu'un problème de santé publique. En effet, selon leur origine et nature, les déchets peuvent être recyclés de différentes manières, notamment comme amendement organique pour l'agriculture, et peuvent contribuer à améliorer la production des petites exploitations agricoles de la ville qui utilisent de plus en plus tout l'espace disponible : bords de route, bas-côté, ancien trottoirs défoncés, espaces non bâtis. Aussi y a-t-il extrême nécessité d'encourager toutes les initiatives relatives à la valorisation et à la transformation des déchets et de conduire une étude visant la valorisation des déchets industriels de Bukavu.

C'est au regard de ces observations que la Plate-Forme Diobass, partenaire de Solidarité Socialiste au Congo, convaincue qu'elle pouvait aider à mieux gérer les déchets et en faire une ressource plutôt qu'une nuisance, s'est engagée à accompagner l'organisation des acteurs par entité (marché, quartier,...). Une fois transformés, les déchets contribuent à améliorer sensiblement la production dans les jardins autour de la ville et permettent de créer des petits métiers pour les jeunes ce qui favorise leur insertion sociale.

**Sylvain Mapatano, coordinateur de la Plate-Forme Diobass, Kivu**



Nombre de villes du Sud, à l'instar de Bukavu, rencontrent des problèmes importants en termes d'assainissement et de gestion des déchets. Dans le pire des cas, ils sont déversés dans ou autour des canaux d'évacuation des eaux. Ici le dépotoir de Kadutu.

# LE NICARAGUA ET L'EAU POTABLE : SUFFIT-IL D'ÉLIMINER LES OBSTACLES ?

**Thomas Grivegnée, étudiant en Sciences politiques à l'ULB, termine actuellement son travail de fin d'études. Dans ce cadre, il a effectué un séjour au Nicaragua où il a pu réfléchir, notamment, sur la problématique de l'accès des populations à l'eau potable comme outil de développement. Dans les lignes qui suivent, il nous livre ses réflexions critiques et (im)pertinentes.**

Mon premier contact avec le Nicaragua remonte à presque huit ans. J'avais pris part à un projet pour jeunes volontaires monté par Contact J en collaboration avec Solidarité Socialiste, suite aux désastres causés par l'ouragan Mitch. Si notre objectif premier était d'aider les populations à reconstruire, nous avons également été sensibilisés à la problématique de l'eau potable, et avons notamment assisté à l'inauguration de systèmes de purification d'eau dans des communautés rurales. La réalité sur place m'a amené à repenser complètement la façon dont j'envisageais la coopération Nord-Sud, et ma capacité à y contribuer, mais ma motivation restait entière et fut même renforcée par la richesse des rencontres et le sentiment d'être un peu redevable de l'énorme bénéfice intellectuel et spirituel que j'en avais retiré. C'est pourquoi lorsque le temps fut venu de choisir le sujet du mémoire qui clôturerait mes études, j'ai pensé au Nicaragua et au travail des ONG dans l'accès à l'eau potable et son impact sur les populations rurales.

Certes, le Nicaragua ne manque pas d'eau douce, mais le pays n'a pas de réseau de distribution à l'échelle nationale et plus de la moitié de la population n'a pas accès à un point d'approvisionnement sûr. Plusieurs raisons à cela : le gouvernement n'en a pas les moyens, la densité et le niveau de vie de la population rurale sont très faibles et la topographie fait qu'il serait à la fois très onéreux et peu rentable de construire ce réseau, d'où le manque d'intérêt des investisseurs privés. Dès lors, dans les communautés rurales qui ne bénéficient pas d'un système local mis en place par l'Etat ou par une ONG, l'eau est tirée des puits et des rivières. Souvent contaminée, elle l'est particulièrement dans les zones de culture intensive du café. C'était le cas à la Fundadora dans la région de Jinotega. Dans cette communauté, la plupart des hommes qui n'ont pas de terres (ou pas suffisamment pour survivre) travaillent dans le café. Aujourd'hui, cette communauté dispose d'une source d'eau potable, un dispositif baptisé Hydropur, qui se présente comme un gros réservoir munis de robinets.

Au fil des entretiens réalisés, il est apparu que la vision de l'impact de ce projet sur la communauté varie en fonction des personnes interrogées. Si une partie de la population paraît satisfaite, le discours évolue à mesure qu'on s'éloigne de la source d'eau. De fait, les personnes éloignées ne font pratiquement pas usage de cette eau, alors même qu'elles paient une redevance pour l'entretien du système. Il est dès lors difficile d'affirmer que le changement positif issu du projet est pour eux réel. Quant à l'impact économique, le fait de disposer d'eau potable ne semble pas, à lui seul, apporter la motivation et les moyens pour se développer.

Le septième Objectif du Millénaire pour le Développement considère entre autres le manque d'accès à l'eau potable comme un obstacle à éliminer. Il est indéniable que l'on touche là à un besoin vital de l'être humain : impossible de survivre sans eau. Et toutes les données chiffrées semblent confirmer que les conditions sanitaires et la vie quotidienne des populations touchées s'améliorent nettement suite à l'arrivée de l'eau potable.

Il paraît donc insensé de jeter la pierre aux organisations qui ont fait de l'accès à l'eau potable leur cheval de bataille. Il est cependant illusoire de croire que cet obstacle peut être appréhendé de façon isolée et déterministe. La route du développement économique est parsemée d'embûches et, bien souvent, lever un obstacle a pour conséquence d'en faire apparaître d'autres, souvent plus complexes à écarter. Cela soulève plusieurs questions qui concernent d'abord les populations qui voudraient se - ou que l'on voudrait - lancer sur cette voie : avant de faire autant d'efforts et de sacrifices pour progresser sur un chemin qui semble tout tracé, n'est-il pas légitime de se demander pourquoi on le prend, ou il mène et à quel prix ? Et pour peu que l'on veuille vraiment l'emprunter, les organisations désirant les soutenir dans cette voie sont-elles vraiment les plus aptes à juger de quelle façon et à quel moment les murs doivent tomber ? Il n'y a évidemment pas de réponse simple à ces questions et je n'aurai pas la prétention d'y répondre. Il me paraissait cependant important de les mentionner comme elles me sont apparues lors de mon travail de recherche.

## La Cuculmeca lutte contre la privatisation de l'eau.

Thomas Grivegnée a bien observé que sur le terrain la "bonne volonté" ne suffit pas, qu'une action isolée ne peut réussir et qu'il convient d'avoir une vision d'ensemble et intégrée des problèmes de la population et des remèdes que l'on peut y apporter, bref qu'il faut avoir une stratégie cohérente avec des objectifs de changement clairement et précisément définis. En visant aussi un changement de la nature des relations...entre le Nord et le Sud. C'est ainsi que La Cuculmeca voit les choses. ONG partenaire de SolSoc, elle mène une lutte acharnée pour les droits sociaux des populations paysannes de la région de Jinotega. Son nom vient d'une plante fort appréciée dans la région pour ses vertus médicinales. La racine de la cuculmeca est énorme, et c'est là que se trouvent les propriétés les plus importantes de cette plante. Et de cette ONG !? Alors que les traités de libre-échange prospèrent en Amérique centrale, les citoyens perdent une part de leur liberté : par exemple, celle de puiser l'eau dans le lac (ou d'y pêcher) dès qu'une grande entreprise européenne construit un barrage pour produire de l'électricité. Electricité que les pauvres vont payer proportionnellement plus cher que certaines riches entreprises jouissant des déductions fiscales auxquelles les paysans n'ont pas droit ! Daniel Ortega, récemment élu à la présidence du Nicaragua, avait martelé durant ses meetings préélectorales que l'eau ne devait pas être - et ne serait pas - privatisée. Il faut que les mouvements populaires le lui rappellent, car certains rapports de force ont tendance à évoluer après les élections et la mémoire présidentielle peut se faire déficiente.



# Les Objectifs du Millénaire pour le Développement

## 7. Assurer la durabilité des ressources environnementales.

Intégrer le développement durable et ses principes dans les agendas politiques nationaux, inverser la tendance à la déperdition des ressources environnementales, améliorer de façon importante l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, et permettre à plus de cent millions de personnes vivant dans des taudis d'être logés dans des conditions décentes, tel est le propos du septième Objectif du Millénaire pour le Développement. Au cœur du problème, les relations entre économie et environnement, la première étant systématiquement prioritaire à moins que le second ne démontre que sa prise en compte peut être rentable. On l'a vu lors du récent G8, les Etats-Unis manœuvrent pour éviter de devoir être tenus à des engagements contraignants. D'où une proposition d'intention, sans objectifs chiffrés, qui permet aux dirigeants du principal consommateur de ressources et pollueur de la planète, de sauver leur mise (au risque de perdre beaucoup à long terme).

Pour assurer la pérennité des ressources environnementales, il convient d'imaginer et de mettre en application des schémas de développement durable qui permettent d'utiliser intelligemment les richesses naturelles et de protéger les écosystèmes complexes dont dépend l'évolution favorable, sinon la survie de l'humanité.

Mais le constat est alarmant : les terres se dégradent rapidement, la biodiversité se réduit comme peau de chagrin, et l'on assiste à des changements climatiques d'ampleur et de conséquence inédites. Le maldéveloppement fait d'inégalités croissantes, où coexistent surconsommation compulsive, accumulation effrénée et pauvreté abjecte, est l'obstacle fondamental à la préservation de la maison des êtres humains, leur environnement.

De fait, nombre de problèmes environnementaux trouvent leur origine dans les schémas de production et de consommation des populations favorisées, essentiellement dans les pays riches. Ceux-ci consomment l'immense majorité des énergies fossiles non renouvelables, épuisent une grande partie des zones de pêche de la planète et exploitent de grandes quantités de bois tropicaux et de produits issus d'espèces



menacées. Ces schémas destructeurs doivent impérativement être modifiés. Les méthodes de production d'énergie doivent générer beaucoup moins de gaz à effet de serre et les méthodes alternatives basées sur les énergies renouvelables être privilégiées. La gestion des ressources minérales, animales et végétales doit prendre en considération les limites écologiques au lieu de reposer exclusivement sur des subventions qui en ouvrent l'accès à tous, ou plutôt aux intérêts économiques de ceux qui en tirent des profits.

### Objectif 7. Assurer la durabilité des ressources environnementales.

#### Cible 9.

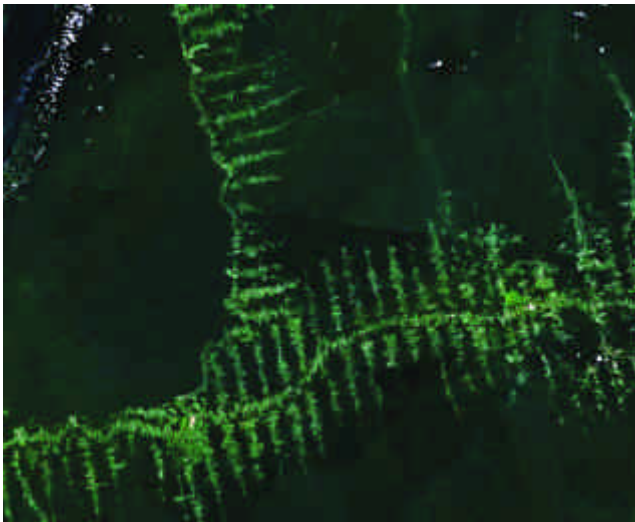
Intégrer les principes du développement durable dans les politiques nationales et inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources environnementales.

#### Cible 10.

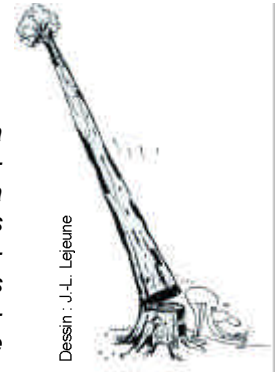
D'ici 2015, réduire de moitié le pourcentage de la population privée d'un accès régulier à l'eau potable.

#### Cible 11.

Parvenir, d'ici 2020, à améliorer sensiblement la vie d'au moins 100 millions d'habitants de taudis.



Les forêts couvraient en 2005 le tiers de la surface émergée du globe, environ quarante millions de km<sup>2</sup> (près de 1.300 fois la superficie de la Belgique). Les grandes forêts primaires se retrouvent principalement au nord de la zone tempérée dans l'hémisphère boréal (Canada, Scandinavie, Russie) et sur la ceinture tropicale humide. Elles constituent l'un des écosystèmes les plus riches. Elles pouvaient aux besoins de nombreuses populations qui y trouvent nourriture, combustible, matériaux de construction, eau potable, ... Pourtant, chaque année ce sont quelque 160.000 km<sup>2</sup> de forêts qui sont rasés. C'est dans les régions les plus pauvres qu'elles disparaissent le plus vite. La photo ci-contre montre la déforestation typique dite "en arêtes de poisson" le long des rivières de l'Amazonie brésilienne.



Dessin : J.-L. Lajeune

Ces intérêts économiques à court terme mettent en effet en péril l'existence des générations futures et la vie de milliards de personnes qui, alors qu'elles ne sont pas responsables de l'exploitation forcée des ressources environnementales (les émissions de dioxyde de carbone sont soixante fois plus importantes par habitant dans les pays de l'OCDE que dans les pays les moins avancés), en sont les premières victimes du fait de leur grande vulnérabilité.

Les populations rurales pauvres sont en effet les plus directement touchées par ces phénomènes, parce que leur vie quotidienne et leur subsistance dépendent directement des ressources que fournit leur milieu : 900 millions de personnes vivent dans des conditions de pauvreté absolue en milieu rural.

Ces conditions de précarité extrême les obligent à mettre à mal leur environnement, ce qui participe du cercle vicieux selon lequel la pauvreté accentue la dégradation du milieu de (sur)vie et réciproquement. Les paysans sont forcés de décimer les forêts et ses ressources pour en tirer du bois de chauffe, du charbon de bois, du miel, des fruits sauvages, de la viande, ou pour cultiver de nouvelles terres. Les exemples où la pauvreté contribue à la dégradation de l'environnement sont légion.

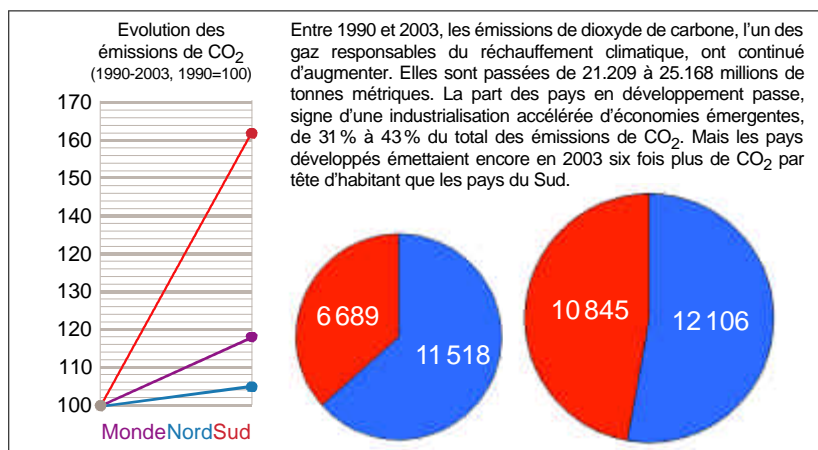
Si l'exode vers les villes réduit la pression qui s'exerce sur les terres arables, il grossit la population qui vit dans des taudis insalubres et surpeuplés. Dans les villes et en dehors, des milliards de personnes n'ont ni sanitaires ni source d'eau potable sûre.

Ceux qu'on appelle les pays les moins avancés sont les plus tributaires de l'agriculture et des ressources naturelles. Et la dépendance des pays en développement envers les produits primaires (agricoles, forestiers, minerais, ...) pour leurs recettes à l'exportation

indispensables au remboursement de leur dette, les rend toujours plus exposés à un épuisement des ressources et à la fluctuation des prix des matières premières fixés par le marché au niveau mondial.

Pour alourdir encore le tableau, la pollution de l'air et de l'eau touche de manière plus importante les populations pauvres. Celles-ci dépensent aussi une part plus importante de leur maigre budget en énergie, alors que le bénéfice et le rendement qu'elles en retirent sont le plus souvent dérisoires : les combustibles issus de la biomasse sont consommés dans des poêles inefficaces et polluants, et les lampes à kérosène ont un coût plus élevé par unité d'éclairage que celles alimentées à l'électricité.

Les populations pauvres sont également les plus vulnérables aux chocs et aux perturbations écologiques, en particulier aux inondations, aux sécheresses prolongées, ou encore aux conséquences toujours plus concrètes des changements climatiques en cours. Ceux-ci vont vraisemblablement accroître les inégalités économiques entre pays riches et pauvres, à mesure que les températures grimperont : les dégâts attendus dans les pays pauvres reflètent en partie une capacité d'adaptation moindre. Les questions soulevées par le changement climatique sont très étroitement liées aux problématiques du développement.





La proportion des populations du monde en développement qui ont accès à une source sûre d'eau potable est passée de 71% en 1990 à 80% en 2004. Cette avancée

étant essentiellement imputable à l'Inde. Mais 1,1 milliard d'êtres humains continuaient en 2004 de puiser leur eau à des sources non aménagées. En Afrique subsaharienne, où 42% des populations ne sont pas équipées, les obstacles à surmonter (conflits, instabilité politique, non-prise en compte de l'urgence des travaux d'adduction et d'assainissement) sont tout particulièrement redoutables étant donné la croissance rapide de la population. Quant aux équipements sanitaires, dont la couverture dans le Sud est passée de 35% en 1990 à 50% en 2004, si la tendance actuelle se poursuit, près de 2,4 milliards de personnes ne disposeront pas d'installations aménagées en 2015, soit presque autant qu'aujourd'hui. D'où la nécessité d'accroître significativement les investissements dans les services sanitaires.

Dessin : J.-L. Lejeune

L'indifférence à la question cruciale de la durabilité des ressources environnementales, si elle génère des économies et des profits sur le court terme, est délétère pour les populations pauvres. Etant donné le lien étroit qui unit la pauvreté et l'environnement, il est indispensable de prêter attention aux besoins des personnes dont la subsistance dépend des ressources



Les défis écologiques imposent d'agir vite. Il faut élargir le champ des technologies dans les énergies renouvelables et en abaisser le coût. Les pays riches en tireraient des bénéfices, de même que les pays pauvres qui pourraient adopter les mêmes solutions.



naturelles et des services qu'elles en retirent. En fait, la gestion durable de l'environnement devrait créer des opportunités de revenu, renforcer les droits de propriété et d'usage des populations, et développer leur participation à la prise de décision politique.

D'autant plus que les populations pauvres sont le plus souvent privées des moyens d'investir dans l'utilisation durable des ressources environnementales, comme de meilleures installations sanitaires et de traitement des eaux. De même pour les technologies de production d'énergie durables et moins polluantes. Il est donc indispensable de s'intéresser davantage au sort des populations pauvres et que l'on renforce la coopération mondiale à un niveau sans précédent.

Puisqu'ils sont les principaux acteurs de la dégradation de l'environnement mondial et qu'ils disposent de ressources financières et technologiques bien plus importantes et performantes, c'est principalement aux pays riches et aux personnes favorisées dans les pays pauvres qu'incombe la responsabilité de remédier aux problèmes écologiques, et de soutenir les pays pauvres à s'engager sur la voie d'un développement qui préserve l'environnement. La réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement nécessite des politiques publiques qui mettent en avant et favorisent la complémentarité entre développement et gestion de l'environnement. De fait, la réalisation des autres objectifs dans un monde ravagé est tout simplement illusoire. Des mesures doivent être mises en œuvre qui prennent en compte la diversité de l'environnement naturel, les causes nombreuses et diverses de sa dégradation, ainsi que les liens complexes entre pauvreté et surexploitation de l'environnement.

La gestion de l'environnement ne peut donc être traitée indépendamment des autres aspects du développement. Elle doit être combinée aux efforts de lutte contre la pauvreté et d'instauration d'un développement soutenable. Afin que l'amélioration de cette gestion profite aux pauvres, des mesures et changements institutionnels s'imposent qui intègrent tous les secteurs et s'inscrivent en dehors des attributions limitées des institutions en charge de l'environnement. Ce qui

nécessite une révision des modes de gouvernance, des politiques économiques et sociales nationales, ainsi que des politiques internationales par trop favorables aux intérêts des possédants et des pays riches.

Six orientations essentielles doivent guider les politiques environnementales :

**1° Le renforcement des institutions et l'amélioration de la gouvernance.** Au niveau international, il faut élaborer des systèmes efficaces et équitables de gestion de l'environnement global, comme l'océan ou le climat. Au niveau national, il faut que les communautés locales disposent des pouvoirs suffisants pour gérer le milieu dont dépendent leurs moyens de subsistance, ce qui nécessite la réforme des politiques qui contrôlent l'accès à la terre et aux ressources naturelles, et pour lutter contre la corruption qui entraîne le pillage des ressources qui leur sont pourtant vitales.

**2° L'intégration de la pérennité environnementale aux politiques de tous les secteurs.** Les politiques qui ont des répercussions importantes sur l'environnement doivent faire l'objet d'études d'impact rigoureuses, et il faut que les gouvernements nationaux, les organisations internationales et les agences d'aide bilatérales intègrent systématiquement des études d'impact environnemental dans la définition et l'évaluation de leurs stratégies et programmes.

**3° L'orientation des marchés de façon à mettre fin aux politiques commerciales, aides et subventions dommageables à l'environnement.** Les transactions commerciales dissocient gains privés et coûts pour la collectivité, et les pouvoirs publics accordent souvent des subventions dommageables à l'environnement. En tête de liste, celles qui incitent à la consommation de combustibles fossiles : à l'échelle mondiale, leur valeur excède la somme de l'aide au développement. Le PIB devrait opérer une distinction entre les revenus créés par une utilisation viable des ressources naturelles et ceux issus d'activités nuisibles à l'environnement : ce type de comptabilité éco-

logique permettrait de placer les problèmes environnementaux dans un cadre compréhensible par les ministères de l'économie.

**4° Le renforcement des mécanismes internationaux de gestion durable de l'environnement.** La dégradation de l'environnement ne s'arrête pas aux frontières. Il est donc indispensable de gérer cette problématique au niveau mondial, et si plusieurs accords internationaux sur l'environnement existent, il est sans aucun doute nécessaire de mettre sur pied de nouveaux mécanismes internationaux pour répondre aux défis aux niveaux régional et mondial.

**5° L'investissement dans les technologies favorables à la durabilité de l'environnement.** Pour améliorer les technologies de nature à résoudre les problèmes environnementaux, il convient de réorienter la politique de recherche et de développement. Les défis écologiques imposent d'agir vite. Il faut donc élargir le champ des technologies exploitant les énergies renouvelables et en abaisser le coût. Les pays riches en tireraient des bénéfices, de même que les pays pauvres qui pourraient adopter les mêmes solutions.

**6° L'intensification des actions et programmes de sauvegarde des écosystèmes menacés.** Des zones protégées bien gérées peuvent constituer une source de revenus non négligeables, grâce au tourisme ou à la rémunération des services fournis par les écosystèmes. Les populations locales doivent être considérées comme un élément de la solution, et non comme un problème. Les personnes dont la subsistance dépend de zones protégées doivent pouvoir bénéficier des retombées de leur succès. Sinon, ces efforts seront rapidement condamnés à l'échec.



*L'urbanisation de la planète est rapide : en cette année 2007, pour la première fois dans l'histoire, le monde comptera plus de citoyens que de ruraux. Plus du tiers des personnes vivant en ville logent dans des taudis, pour l'essentiel dans les pays en développement (94 %). Ces personnes y vivent amassés, et ne disposent généralement ni d'accès à l'eau potable ni d'installations sanitaires correctes. Etant donné la croissance démographique et les forts taux d'urbanisation, les villes vont continuer de grandir, et si l'on ne prend pas des mesures efficaces, une partie de plus en plus importante de leurs habitants vont se regrouper dans des bidonvilles toujours plus invivables. (Photo : un jeune garçon habitant dans un des nombreux 'slums' de la capitale indonésienne, Djakarta).*



## SolSoc invité par PAC à Villers-sur-Lesse

La locale rochefortoise de Présence et Action Culturelles organisait le 26 mai dernier, sous la houlette de son très dynamique président Olivier Brisbois, une rencontre multiculturelle à Villers-sur-Lesse (Rochefort). L'Afrique a été le fil rouge de la journée. En présence de plusieurs personnalités dont le sénateur Philippe Mahoux et la députée Joëlle Kapompole, le vernissage de l'exposition de l'artiste Africaine Rhode Makoumbou a permis de développer le thème de la culture comme moyen d'émancipation en général et de la femme africaine en particulier. Durant l'après-midi, Solidarité Socialiste a occupé un stand et présenté ses projets et réalisations de coopération au Sud. Bilan positif, le public ayant répondu présent, la rencontre multiculturelle a porté ses fruits. Discussions, échanges, dialogues ont permis de créer des liens et de trouver dans nos différences non pas des problèmes mais des possibilités d'enrichissement mutuel, chacun s'en retournant grandi. Il est à noter qu'une antenne locale SolSoc verra bientôt le jour à Rochefort (à suivre !)

## SolSoc n'a pas manqué ses rendez-vous du 1er mai !

Dès le **dimanche 29 avril**, répondant à l'invitation de la Fédération PS du Brabant Wallon, SolSoc faisait flotter ses drapeaux au stand qui lui était réservé dans le hall 'Manifagri' à Wavre. L'occasion de rencontrer les nombreux militants locaux qui s'étaient déplacés pour passer une journée conviviale en présence du président Elio Di Rupo, et des divers candidats PS, dont le ministre André Flahaut. Le **mardi 1er mai**, on remettait cela à Liège ! Cette fois, l'équipe SolSoc se déplaçait en force, avec drapeaux, magazines, folders, appels à dons ... et quelques litres de son "apéro du Sud" qui eut son succès habituel ! Notre présence à ces fêtes du 1er mai avait aussi pour but d'attirer l'attention sur notre folder 0,7 %, largement distribué, qui souligne l'importance à suivre l'engagement des pays européens à consacrer 0,7% du PIB à la coopération. C'est aussi un appel à chaque citoyen (voir ci-contre) afin qu'il contribue à titre personnel à la solidarité internationale.



# 0,7 %

## 0,7 % ? Mais encore !

A la fin des années 60, les pays industrialisés s'étaient engagés à verser 0,7 % de leur PIB annuel dans le cadre de l'Aide au Développement. La Belgique n'en est qu'à 0,37 % ! Malgré la loi de 2002 par laquelle le gouvernement se fixait pour objectif d'atteindre ces 0,7 % au plus tard pour 2010. Solidarité Socialiste revendique donc que soit établi fermement dans la déclaration gouvernementale l'engagement à respecter la loi de 2002. Vous pouvez, vous aussi, vous engager volontairement à soutenir le développement des pays du Sud en appuyant financièrement l'action de Solidarité Socialiste et de ses partenaires. Une possibilité : remplissez le formulaire d'ordre permanent ci-dessous et faites le geste citoyen de verser, pourquoi pas, ... 0,7 % de vos revenus mensuels nets à nos actions de solidarité internationale !

### Formulaire d'ordre permanent

(à compléter, signer et remettre à votre organisme bancaire)

#### Je soutiens l'action de Solidarité Socialiste-FC&D

Via le présent document, je soussigné demande qu'on effectue un versement de :

10 €  15 €  20 €  30 €  50 €  autre montant (précisez) €   
une fois par mois  tous les 2 mois  tous les 3 mois  tous les 6 mois

à partir du ..... / ..... / 2007 sur le compte **CCP 000-000054-54**  
de Solidarité Socialiste-FC&D, Rue Coenraets 68, 1060 Bruxelles  
avec la communication : **SOLIDARITÉ 0,7%**

Nom..... Prénom.....  
Rue et n°..... Code postal .....  
Localité ..... Pays.....

Nom de l'organisme bancaire : .....

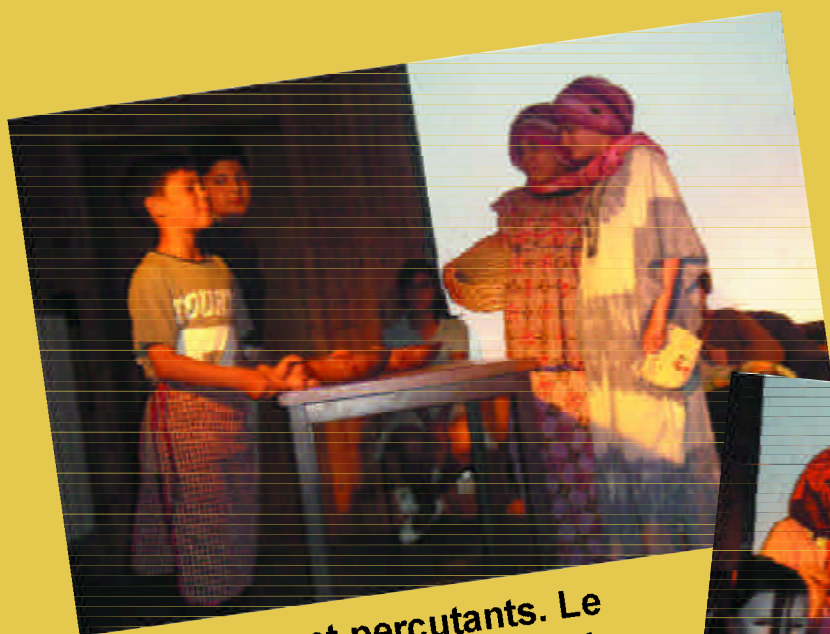
Mon n° de compte : □□□-□□□□□□□□-□□

Date : ..... / ..... / 2007

Signature :

# C'est la fin de la campagne éducative dans les écoles !

Juin 2007, l'année scolaire se termine. Les quatre années de campagnes éducatives dans les écoles aussi... C'est le moment de faire un détour par les productions des élèves et les outils de sensibilisation qu'ils ont réalisés.



Ecole n°17 à Schaerbeek, le 24 mai 2007, les cœurs battent dans les coulisses de la salle de théâtre. C'est la première de la pièce que les élèves de 5<sup>e</sup> année de la classe de Mme Anouchka Dobchies ont écrite et mise en scène : "Découvrez avant de juger".

Les dialogues sont percutants. Le public (parents et autres élèves de l'école) est confronté à ses propres clichés concernant les pays du Sud et puis, tout à coup, retournement de situation et départ vers le Sénégal et le Pakistan pour apprendre à connaître et comprendre une autre réalité pas toujours aussi pauvre que ce qu'on nous montre dans les médias. La recette fait mouche et le public est conquis : l'outil de sensibilisation est réussi.



L'école d'Ophain s'est, elle, penchée sur la réalisation d'un recueil de poésie en cours de publication, et l'école de Lillois sur une exposition qui aura lieu dans les couloirs de l'école à la remise des prix en fin d'année.

Tous ces outils ont ensuite été diffusés auprès des autres élèves de l'école qui n'ont pas pu être présents à la fête !





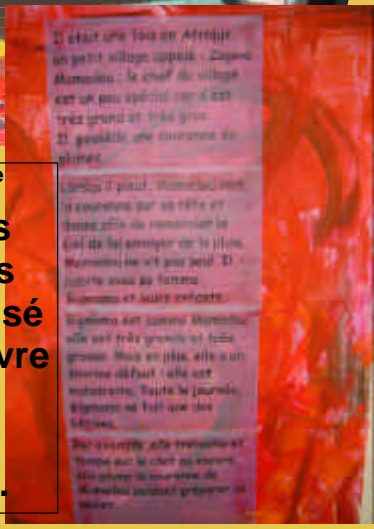
Les élèves de 6<sup>e</sup> de Katia Goossens se sont eux concentrés sur la réalisation d'une BD/expo sur leur vision de l'Afrique et de l'accès aux soins de santé. Mais aussi sur la réalisation d'un grand jeu de plateau destiné à mieux faire connaître le continent africain.



Coraline Paul, quant à elle, a appuyé ses élèves de 6<sup>e</sup> dans la réalisation d'un blog accessible à l'adresse suivante :



Enfin, les petits de 4<sup>e</sup> des classes de Mmes Elisabeth Engelbeens et Catherine ont réalisé un conte africain à livre ouvert avec l'appui de l'association "Musique Mosaïque".



La campagne est bel et bien finie dans les écoles, mais il ne faut pas en rester là. C'est pourquoi Solidarité socialiste organisera en novembre deux journées d'échange sur les campagnes d'éducation au développement en milieu scolaire. A terme une publication sur l'évaluation de la campagne sera rédigée par tous les acteurs en présence depuis le début : l'équipe éducative de SolSoc, les membres du Comité d'Accompagnement, les Partenaires du Sud, Djokoo et Asmade, les enseignants de Belgique, du Burkina Faso et du Sénégal. Plus d'informations dans les prochains *Alter Egaux*.